



Budget après budget, les intérêts et les priorités du Québec sont ignorés. Le dernier budget, par exemple, a été spécifiquement conçu en fonction de l'Ontario sans égard au Québec. Les politiques fiscales et environnementales d'Ottawa sont dans une large mesure conçues pour protéger l'industrie pétrolière de l'Alberta. Les transferts au Québec ont été plafonnés et le gouvernement refuse toujours de rendre justice au Québec en lui versant la compensation de 2,2 milliards de \$ pour l'harmonisation des taxes.

Du côté des gens qui ont perdu leur emploi, il n'y a pratiquement aucune aide qui vient d'Ottawa, les changements à l'assurance-emploi ayant été élaborés en réponse aux besoins de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

De plus, le gouvernement conservateur a déjà annoncé

qu'il n'y aurait aucune nouvelle mesure de relance dans le prochain budget, ce qui n'augure rien de bon pour le Québec.

Cela étant dit, le Bloc Québécois continuera de défendre les intérêts du Québec et ira aussi loin que possible pour élargir la marge de manœuvre du Québec dans le Canada. En prévision du prochain budget, le Bloc Québécois présente, de bonne foi, des propositions concrètes et raisonnables pour le Québec.

En voici deux exemples :

LA MISE EN PLACE D'UN PLAN CRÉDIBLE DE LUTTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le Canada a joué un rôle de cancre à Copenhague en se cantonnant dans une position rigide et rétrograde. De plus, en refusant d'adopter des mesures contraignantes de réduction des gaz à effet de serre (GES) comme le prônait le Bloc Québécois, le gouvernement conservateur prive les entreprises québécoises des avantages financiers qui découleraient de leurs efforts en matière de réduction des GES depuis 1990.

Le Bloc Québécois réitère que le gouvernement fédéral doit éta-

blir un tel cadre réglementaire. Ces efforts de réduction doivent être conformes à l'approche territoriale et encadrés par un mécanisme d'échange de crédits de carbone, chapeautés par une bourse du carbone.

SORTIR DE LA DÉPENDANCE AU PÉTROLE

Comme l'a proposé le Bloc Québécois l'automne dernier, le gouvernement conservateur doit adopter un plan pour favoriser l'utilisation de la voiture électrique, tant par les particuliers que par certaines entreprises et travailleurs autonomes (taxis, etc.).

De plus, le Bloc Québécois propose la mise en place d'incitatifs fiscaux pour la conversion au chauffage propre et le développement d'une économie verte qui passe notamment par la production d'énergie comme l'éolienne, la biomasse, la géothermie et le solaire.

À titre d'initiateur du projet de train rapide dès octobre 2006, le Bloc Québécois ne laissera pas le gouvernement se cacher derrière des études afin de retarder le déploiement du train rapide.

<http://bloc.org/attentes-2010/>